F6797

CANADA

Débats des Communes

COMPTE RENDU OFFICIEL

BIBLIOTHÈQUE
EVECHE
JOLIETTE

DISCOURS

DE

L'HONORABLE W. L. MACKENZIE KING, DÉPUTÉ,

LEADER DE L'OPPOSITION

EN RÉPONSE AUX FAUSSES REPRÉSENTATIONS FAITES À L'ÉGARD DE SES SERVICES TENDANT À

L'ÉTABLISSEMENT DE MEILLEURS RAPPORTS

ENTRE

TRAVAILLEURS ET EMPLOYEURS DANS LES INDUSTRIES DE GUERRE DURANT LA GUERRE

Chambre des communes, Ottawa, le mardi, 20 avril 1920.

L'hon. MACKENZIE KING: Monsieur l'Orateur, je dois des remerciements à mon très honorable ami pour avoir bien voulu proposer le passage à la discussion des subsides afin de me permettre de faire la déclaration que je m'étais proposé de formuler depuis assez longtemps, mais que les règlements parlementaires m'ont empêché de faire avant aujourd'hui. J'aurais pu en faire une question de privilège, mais le règlement oblige l'intéressé à se borner en pareille occurrence à une dénégation pure et simple des faits dont il se plaint. Or, la question que je désire soulever est d'une nature telle que la Chambre me permettra sans doute de fournir certaines explications au lieu de m'en tenir à une dénégation formelle des reproches que l'on m'a adressés en certains quartiers.

Je désire tout d'abord appeler l'attention des mes honorables collègues de cette Chambre sur le compte rendu d'une réunion qui a eu lieu le 5 de ce mois dans la ville de Montréal, compte rendu publié le lendemain par la "Gazette". Il s'agit du lunch hebdomadaire d'un club dit progressiste établi dans cette ville. Ce compte rendu relate les discours de M. John MacNaughton, avocat de Montréal, et d'un M. Gilday, médecin de l'endroit. On le trouvera à la page 5 de la "Gazette" de Montréal, sous la rubrique: "Le programme du parti libéral est critiqué"; "Un orateur du club des progressistes prétend qu'il y a désaccord dans l'opposition"; "Le chef du parti est critiqué"; "Tout indiquerait que l'honorable Mackenzie King est encore en relation avec Rockefeller". Les propos que je désire signaler à l'attention de la Chambre et que je regarde comme diffamatoires apparaissent dans les discours de ces deux hommes dont je viens de mentionner les noms. Sous le titre: "Menace au Canada", voici ce que d'abord on rapporte

LP
P5012
1920

du discours de M. MacNaughton à mon sujet:

En ce qui regarde les vétérans, il demande ce que ceux-ci peuvent bien espérer d'un chef qui, dans une heure critique pour le Canada, le désertait pour se mettre en quête des millions du Standard Oil. Tout indique qu'entre M. King et la maison Rockefeller se continuent des rapports qui pourraient devenir bientôt une menace pour le Canada.

Ensuite viennent certaines remarques de M. Gilday:

En proposant un vote de remerciements aux orateurs du jour, M. F. W. Gilday parle du premier des chefs libéraux comme ayant avec les capitalistes américains des relations qui pourraient bientôt être nuisibles aux meilleurs intérêts du Canada.

Il voit en M. King le représentant de certains commerçants américains chargés de la mission de faire du Canada un pays de libre-échange, dont le commerce serait dans la dépendance des Etats-Unis. M. King aurait quitté le Canada au moment le plus critique de la guerre, quoiqu'il fût célibataire encore jeune et capable de porter les armes. Il a préféré se mettre au service de Rockefeller, et tout indique qu'il est revenu au Canada, non point pour y travailler au bien-être et à l'avancement de son pays, mais pour y favoriser apparemment les intérêts du Standard Oil et de Rockefeller. L'avenir attestera, a-t-il dit, la vérité de ses remarques.

Monsieur l'Orateur, il devra paraître évident à la députation que de tels propos ont pour objet de soulever des préventions, non dans un sens seulement, mais dans plusieurs, des préventions de la pire sorte, préventions dans l'esprit des ouvriers, préventions dans l'esprit des vétérans, préventions chez le monde des affaires, préventions dans l'esprit de tous les citoyens patriotes. Les dires que l'on rapporte là sont absolument faux en soi comme dans les conclusions que l'on pourra en tirer. Leur expression verbale constitue une calomnie aussi odieuse et leur expression écrites un libelle aussi caractérisé qu'il en fut jamais. Si je n'ai pas poursuivi les coupables, c'est que je veux bien croire à leur ignorance complète des faits; c'est que je veux bien croire qu'ils n'auraient pas prononcé ou publié ces paroles, s'ils avaient su la vérité.

Je n'entends point me défendre contre ces dires, mais relater simplement quelques faits, pour qu'on ne puisse ensuite alléguer l'ignorance ni la rumeur si je juge nécessaire ou à propos d'intenter des poursuites criminelles contre les individus ou les journaux qui persisteraient dans ce genre de lutte politique.

Si les hommes qui ont proféré ces paroles n'étaient pas membres de professions savantes et honorables, si le journal qui les a rendues publiques ne se glorifiait pas du rang élevé qu'il occupe dans le journalisme de ce pays, je pourrais les traiter avec le même mépris et la même indifférence que j'ai toujours jusqu'à présent témoignés à l'égard de pareilles diffamations. Je commence à croire, cependant que, si je continue à passer sous silence de tels propos, je m'expose, vu la publicité qu'on y donne, à être jugé dans le pays de manière que j'en souffrirais comme membre de cette Chambre et que de plus en souffriraient pareillement ceux qui m'ont fait l'honneur d'être leur chef, comme aussi ceux-là qui nous accordent leur appui politique. J'ai un autre motif de faire connaître à la Chambre certaines vérités: c'est que beaucoup de personnes en ce pays n'éprouvent nullement le désir de faire à autrui un tort quelconque et qui cependant, vu la persistance de certains propos et de certaines rumeurs, jugeraient difficile de comprendre comment il est possible que l'on puisse donner une telle publicité à des choses dépourvues de tout fondement.

Mais j'ai encore un autre motif de faire aujourd'hui cette déclaration. Je ne vois pas d'autre moyen possible de faire connaître la vérité à ceux de mes concitoyens qui ont défendu ce pays en Europe et ont été renseignés à faux sur ce qui s'est passé ici en leur absence. Je le répète, on a osé faire les déclarations les plus mensongères. On a commencé par dire que j'ai demeuré aux Etats-Unis quand, de fait, il y a vingt ans que j'habite Ottawa et que, durant cette période, je n'ai jamais eu de domicile ailleurs. Il y a dix ans que je demeure aux appartements Roxborough sans jamais avoir mis fin à mon bail pendant la guerre ou depuis, et sans avoir sous-loué, même temporairement, l'appartement que j'occupe; qu'on le demande à la "Imperial Realty Company", propriétaire du Roxborough. Mes rapports avec la fondation Rockefeller, dont je vais parler dans un instant, n'exigeaient pas que je fusse absent du Canada; aussi n'ai-je eu à m'en absenter, le cas échéant, que pour bien peu de temps. J'ajouterai que, depuis un certain temps, c'est-à-dire depuis qu'on m'a fait l'honneur, au mois d'août dernier, de m'élire chef de mon parti, je n'ai eu de relations d'affaires avec aucune maison ou institution financière ou commerciale des Etats-Unis ou du Canada, et n'ai pas même pensé à accepter d'honoraires ou de retenues pour mes services. J'ai pris cette attitude afin de pouvoir consacrer tout mon temps et toute mon attention à l'exécution des devoirs publics qui m'incombent.

Quels furent mes rapports avec la fondation Rockefeller? Je dirai d'abord que ce

fonds ne constitue, à aucun égard, une entreprise commerciale; c'est une association philanthropique autorisée par la loi de l'état de New-York, depuis 1913. Comme il est dit dans sa charte, "elle a pour objet de recevoir et d'administrer des sommes d'argent et d'en consacrer le principal et l'intérêt au bien-être de l'humanité dans les différents pays du monde". Durant la guerre elle s'est surtout occupée de voir aux besoins créés par la guerre; c'est la première association américaine qui ait fourni aux Belges des vivres et des vêtements. Non seulement elle a accordé ce secours, mais elle s'est appliquée à soulager les populations de France, de Belgique, de Pologne, de Serbie et d'Arménie, à l'heure où elles souffraient le plus de la misère. Elle a aidé de ses millions l'œuvre de la Croix-Rouge et de la Y.M.C.A. au sein de l'armée et de la marine. Elle a équipé et entretenu des hôpitaux de démonstration concernant la guerre, procuré les services du docteur Alexis Carrel et de son personnel, c'est-à-dire l'hôpital et le laboratoire de chirurgie de Compiègne, en France, et fait nombre d'autres travaux utiles durant toute cette terrible guerre. Abstraction faite des œuvres de guerre, elle s'est occupée et s'occupe habituellement d'enseignement médical et d'hygiène publique dans les différentes parties du monde. Elle poursuit sa mission bienfaisante en Chine, en France, dans l'Inde, en Egypte et, de fait, dans l'univers entier, comme je l'ai dit.

Mes fonctions à la fondation Rockefeller ont consisté à étudier le problème des relations industrielles afin de découvrir un moyen de le résoudre définitivement.

Je n'étais pas plus à l'emploi de Rockefeller ou de la Standard Oil qu'un conservateur de bibliothèque Carnegie n'eût été à l'emploi de feu Andrew Carnegie ou que les professeurs pensionnés par la fondation Carnegie peuvent être censés travailler pour une coalition ou compagnie adonnée à l'exploitation de l'acier.

Depuis quelques mois, comme preuve de son bon vouloir à l'égard des différentes nations, la fondation Rockefeller a fait aux universités du Canada un don de $5,000,000 pour l'avancement de la science médicale. Ceux qui vont faire des études particulières par suite de ce don se trouveront, par rapport aux intérêts Rockefeller, dans le même cas où je me suis trouvé moi-même, quand la fondation m'a choisi pour étudier la question des relations industrielles.

J'ajouterai que mes rapports avec la fondation datent d'avant la guerre. C'est au printemps de l'année, qui a précédé la guerre, que j'ai accepté sa proposition.

A ce moment-là, j'avais été choisi comme candidat du parti libéral dans la circonscription d'York-Nord. A ceux qui me demandaient si j'entreprendrais ces recherches pour la fondation Rockefeller, je répondis que je ne pourrais pas y songer s'il me fallait renoncer à mon domicile au Canada. On m'assura que je pourrais me livrer à ces recherches où bon me semblerait, que je n'étais pas tenu d'habiter un endroit plutôt qu'un autre, que je pourrais vivre dans n'importe quel coin du monde et avoir le personnel que je voudrais pour m'aider dans les recherches qu'on m'avait confiées, l'unique objet étant de faire une étude qui pourrait servir à la solution des problèmes industriels.

Telle était la situation lorsque la guerre éclata. Comme tous les autres citoyens de ce pays, il me fallut alors décider ce que j'avais de mieux à faire, dire si je renonçais aux travaux que j'avais entrepris pour la fondation Rockefeller, ou si je continuerais mes recherches à l'égard des problèmes auxquels la guerre donnait naissance.

Je mentionnerai tantôt certaines choses que j'ai dû faire entrer en ligne de compte pour en arriver à une décision; mais je désire me borner en ce moment aux motifs d'intérêt public auxquels j'attachais assez de poids pour arrêter la décision que j'ai prise, décision absolument sage, comme il me semblait alors et comme il m'a toujours semblé depuis.

La députation sait que la guerre en était encore à ses premières phases lorsqu'il devint évident que la victoire dépendrait de la coopération entre les bailleurs de fonds et les ouvriers des industries qui prenaient part à la fabrication des munitions et du matériel de guerre, comme des efforts héroïques des soldats qui luttaient sur les champs de bataille. Les gouvernements des diverses nations admettaient qu'il en était ainsi. Peu après l'ouverture des hostilités, le gouvernement de la Grande-Bretagne a créé une commission de restauration, qui est devenue plus tard le ministère du même nom, ainsi qu'une sous-commission des rapports entre patrons et employés, afin de s'occuper des problèmes industriels au fur et à mesure qu'ils surgiraient durant la guerre et probablement pendant l'ère de restauration.

Le gouvernement américain a nommé une commission ouvrière de la guerre nationale et celui du Canada—le présent gouvernemen—a établi un comité ministériel de reconstruction et de développement, ainsi qu'un sous-comité du travail. La besogne de tous ces groupes consistait à étudier les

problèmes provenant des rapports entre le capital et le travail, en vue d'éviter, si faire se pouvait, les différends industriels dans les industries de guerre indispensables, et de trouver les moyens d'établir rapidement des rapports harmonieux et féconds pendant l'ère qui suivrait la guerre.

Le travail que j'accomplissais pour la fondation Rockefeller, tant par l'objet des recherches que par leurs résultats, ressemblait en tous points à celui qu'exécutaient les membres de ces groupes. Tous ceux qui étaient mêlés à l'une ou l'autre de ces organisations passaient, aux yeux de leurs compatriotes, pour des hommes qui rendaient des services militaires très utiles, des services pour lesquels ils avaient des aptitudes spéciales qui avaient été la cause du choix qu'on avait fait d'eux.

Entre autres motifs, la fondation Rockefeller m'avait choisi parce que j'avais, pendant plusieurs années, occupé le poste de sous-ministre, puis celui de ministre, au ministère du Travail, au Canada, et que, dans cet intervalle de temps, je m'étais beaucoup mêlé, au premier rang et de façon pratique, des problèmes industriels. On croyait que je pourrais rendre de bons services grâce à cette expérience et aux facilités qu'offrait la fondation Rockfeller.

Les résultats de mes travaux ont été publiés sous la forme d'un livre. Quelques députés ont peut-être entendu parler de cet ouvrage. Souffrez que je dise à l'instant que j'ai la conviction que la Chambre comprendra combien il est pénible pour un homme de parler de ses propres œuvres. Cependant, elle se rendra aussi compte que, si je me bornais à une déclaration vague, celle-ci ne suffirait probablement pas dans les circonstances. Force m'est donc de mentionner clairement une partie de la tâche que j'ai accomplie à cet égard. Ce sera une excuse et l'explication de la nécessité où je me trouve de parler de certaines choses que je tiens à signaler à la Chambre. En consultant ce livre, les honorables députés pourront juger par eux-mêmes si les résultats de mes recherches sont de quelque utilité dans la solution des problèmes de la restauration. Le livre a pour titres " Industry and Humanity; a study in the problems underlying Industrial Reconstruction ". Il renferme 550 pages, sans compter les cartes et les tableaux graphiques.

Chaque ligne en fut écrite dans la ville d'Ottawa; chaque épreuve fut corrigée ici; et c'est au Canada que se firent toutes les recherches. Le livre fut écrit durant la guerre et publié avant l'armistice. L'édition canadienne fut publiée par la maison Thomas Allen, de Toronto; l'édition américaine par la maison Houghton, Mifflin de Boston, et l'édition anglaise chez Constable.

L'impression que j'étais allié d'une manière ou d'une autre aux intérêts qu'on appelle les intérêts Rockefeller, provient, je pense, de mes relations avec la fondation dont j'ai parlé plus haut. Elle a pu aussi résulter du fait qu'au cours des premières années de la guerre j'ai passé quelque temps dans l'état de Colorado et, plus tard, en compagnie de M. John D. Rockefeller, fils, dans les mines de la "Colorado Fuel and Iron Co.". Laissez-moi dire que j'ai été en Colorado à cette époque parce qu'il y existait alors une situation qui ressemblait beaucoup à une guerre civile dans l'industrie—c'était la situation la plus grave dans le monde industriel de ce continent. Je m'y suis rendu de mon propre mouvement, sans instruction ou suggestion de qui que ce soit. La fondation Rockefeller m'avait laissé entièrement libre d'user de ma propre discrétion dans l'accomplissement des services que les administrateurs de la fondation m'avaient donné l'occasion de rendre à cette œuvre. Je sentais que s'il était possible de démontrer dans l'état de Colorado, dans les circonstances actuelles, que l'application de certains principes aux relations des patrons et des employés, serait également avantageuse au travail, au capital et au public, cela constituerait un service véritable à l'industrie, dans un endroit et à un moment où le besoin de pareil service se faisait fortement sentir. La "Colorado Iron and Fuel Co." était au nombre des compagnies atteintes par la grève; c'est la plus grande maison industrielle de tout l'état. Dans ses houillères, ses mines de fer et ses aciéries elle emploie quelque 12,000 ouvriers. Comme dans le cas des autres compagnies intéressées à la production de la houille et de l'acier on avait besoin de son concours pour l'approvisionnement des fournitures essentielles à la guerre; elle avait à remplir certaines commandes des alliés. J'avais cru que ma coopération à l'œuvre de la fondation faciliterait mon travail puisque la famille Rockefeller avait des parts dans cette compagnie je ne m'étais pas trompé. Je ne parlerai pas de ce que j'ai accompli là-bas: je l'ai fait au grand jour et les honorables députés peuvent s'en enquérir sans difficulté si la chose les intéresse. Aujourd'hui je veux simplement déclarer qu'en retour de ce service je n'ai touché aucune rémunération d'aucun groupe ni d'aucun individu intéressé, soit directement, soit indirectement, aux compagnies

qui faisaient le sujet de mon travail. J'avais entrepris cette tâche parce qu'elle me fournissait l'occasion, grâce à la générosité de la fondation Rockefeller de mettre à l'épreuve mes théories humanitaires; voilà qui a toujours été ma seule et unique préoccupation.

Je serais très obligé si la Chambre voulait bien me permettre, lorsque j'aurai terminé ces quelques observations, de faire insérer au hansard une déclaration qui fera connaître exactement, je crois, la nature du travail accompli au Colorado. Elle émane d'une autorité que personne dans cette Chambre ne contestera: c'est un article paru dans le "Globe" de Toronto, à la date du 13 octobre 1915, avec ce titre: "La solution de la guerre civile en Colorado; J.A.M." L'article est de la plume du docteur J. A. Macdonald qui était alors rédacteur en chef du "Globe" et qui avait visité le Colorado pendant que j'y étais occupé de la façon dont j'ai parlé plus haut. Si la Chambre me refuse le privilège de faire insérer cet article au hansard les honorables députés qui veulent connaître l'importance de mon travail et apprendre la vérité à ce sujet pourront consulter les annales du "Globe."

La solution de la guerre civile en Colorado, par J. A. M.

J'avais passé ma journée toute entière à interviewer des hommes de tous les états de vie et à noter toutes sortes d'opinions touchant la grande question d'intérêt universel, ces jours-ci, dans ces régions minières—le projet de M. Rockefeller pour la reconstitution complète de l'industrie minière dans la "Colorado Fuel and Iron Co.", dont il détient 40 p. 100 du capital; depuis une quinzaine il consacre aux affaires de cette compagnie et de ses employés un intérêt personnel sans précédent dans l'histoire du capital et du travail.

La semaine dernière, à Toronto, le "Globe" a reçu des dépêches de la presse associée décrivant cette tournée extraordinaire de M. Rockefeller; ses rencontres avec les hommes de tous les rangs dans les camps et dans les puits, ses conférences avec eux, en tête à tête, et ses propositions d'une reconstitution complète. Ces dépêches mentionnaient M. W. L. Mackenzie King comme étant le guide et l'ami philosophe du grand industriel.

L'œuvre de Mackenzie King.

Pour bien dire, le premier homme que j'aie rencontré à mon arrivée à Denver, il y a deux jours, dans le foyer de l'hôtel Brown ce fut Mackenzie King. Depuis qu'il collabore à la Fondation Rockefeller, il a passé une grande partie de son temps au Colorado.

"Au début même de ses travaux de premier directeur de l'étude des relations industrielles, M. King a déclaré que les camps miniers du Colorado, où des difficultés ouvrières prolongées se sont terminées par une véritable guerre civile, et où la fondation elle-même possède un grand nombre de valeurs de compagnies, constituaient un immense laboratoire pour une étude approfondie des faits essentiels, des principales causes des différends industriels et de la ligne de conduite à suivre pour mettre fin à la guerre industrielle et la remplacer par la coopération, la prospérité et la paix. La base de l'ancienne politique des deux côtés, du capital et du travail, était la concurrence. Celle de la nouvelle politique est la coopération. Si l'on cultive la semence de la coopération et qu'elle arrive à maturité, il en sortira peut-être l'actionnariat ouvrier. Je n'ai pas trouvé que M. Rockefeller s'opposait à l'association du travail et du capital dans le monde industriel.

"Il était intéressant et significatif d'observer les résultats de l'influence du jeune homme sur des hommes dont l'hostilité était profonde et acharnée. Après l'avoir entendu exposer son projet et après avoir étudié ce programme durant plusieurs jours, sous sa forme imprimée, la grande association des mineurs l'a presque unanimement approuvé, par bulletin secret. Un journaliste qui a visité les camps, et dont les sympathies étaient socialistes et anticapitalistes, m'a avoué que ce qu'il a vu de près l'a convaincu que Rockefeller était absolument sincère, qu'il était prêt à faire beaucoup plus que la moitié du chemin pour accorder les demandes des hommes, et qu'il a accepté les principes de la coopération industrielle dans un esprit sincère. Cette opinion semblait dominer parmi les journalistes de Denver. Un journaliste de Chicago qui était dans le Colorado avec des intentions de malédiction, est retourné chez lui avec des bénédictions sur les lèvres.

Un homme droit.

"Voilà l'impression qu'ont faite sur mon esprit des conversations franches et des observations minutieuses. Je n'ai pu que trouver ce jeune capitaliste très droit et très sympathique. Il a accepté les obligations d'une grande richesse et d'une énorme responsabilité industrielle en homme qui doit rendre ses comptes.

"Il n'était pas difficile d'observer l'influence réflexe du caractère et des enseignements de Mackenzie King sur la vie et le programme de John D. Rockefeller, fils. J'avoue que j'avais vu d'un mauvais œil la décision de King, l'an dernier, d'entreprendre ce travail de la fondation Rockefeller. Je craignais la réaction que cela aurait sur sa carrière. Après avoir étudié la situation du Colorado, le changement de front, non pas de King, mais de Rockefeller, après avoir examiné le témoignage de journalistes, et d'autres, qui m'ont assuré que cette conduite de Rockefeller est due à l'étude soignée des problèmes industriels des mines par King et à l'exposition compétente qu'il en a faite à Rockefeller et ses associés, après tout cela, je suis maintenant rassuré. Et M. Rockefeller n'a pas hésité à en donner tout le crédit à M. King.

King a bien agi.

"Le nouveau programme a déjà été envoyé au "Globe" par la presse associée, mais les Canadiens qui ont suivi les progrès constants qu'a faits M. King dans l'étude des problèmes industriels en se mettant à la tête des réformes de l'industrie apprendront avec plaisir qu'en s'attaquant à ce problème gigantesque du capital et du travail, en un temps et à un endroit où les grèves, les meurtres, la guerre civile et deux cents accusations étaient à l'ordre du jour, il s'est conduit admirablement, il a motivé sa décision de l'an dernier, il a fait rejaillir de l'honneur sur le ministère du Travail du Canada qu'il a établi sur de solides bases économiques. Il promet même de rendre des services encore plus signalés dans le domaine de l'industrie et de la politique, service dont le Canada bénéficiera autant que les Etats-Unis.

"Mackenzie King sera toujours Canadien; il a sa résidence à Ottawa; il ne donne qu'une partie de son temps à l'œuvre de la fondation en dehors du Canada, et consacre loyalement au service de son pays natal le reste de ses études et de sa vaste expérience. Il est certain que si les promesses de ces travaux accomplis par lui au Colorado se réalisent, non seulement le Canada, mais tout le monde industriel auront droit de se réjouir que les revers de la politique de 1911 donnent à Mackenzie King le champ libre pour travailler à la tâche d'un grand homme".

J'ai ici également une lettre de M. J. F. Welborn, président de la Colorado Fuel and Iron Company, de Denver, Colorado, qui donne l'opinion de la compagnie et indique la nature du travail tel qu'il s'est développé avec le temps. Je ne veux pas lire cette lettre à la Chambre, bien que je considérerais cela comme un privilège, si ce n'était pas prendre le temps des honorables députés. Je serais heureux d'avoir la permission de l'insérer au hansard avec les autres communications. Il y a un point dans cette lettre sur lequel je désirerais appeler l'attention. M. Welborn montre qu'à la suite des conseils industriels créés dans l'industrie, lorsque les Etats-Unis sont entrés en guerre, la production de la houille des mines de la Colorado Fuel and Iron Company excédait par homme et par jour celle de toute autre houillère des Etats-Unis. Il attribue ce succès aux relations mixtes du capital et du travail, conformément au système de représentation industrielle tel qu'il avait été conçu:

LETTRE DE M. J. F. WELBORN.

La Colorado Fuel and Iron Comapny,
Denver, Colorado.

J. F. WELBORN,
Président.

20 décembre 1919.

A. M. W. L. Mackenzie King,
The Roxborough,
Ottawa (Canada).

Cher monsieur:

Avec l'espoir que cela vous intéressera de même que vos amis, peut-être, je donnerai un court aperçu du travail accompli par notre compagnie en vertu de la politique inaugurée conformément à vos conseils. J'ai pensé qu'il serait bon de passer en revue la méthode d'adoption de cette politique.

Vous vous rappellerez que la grève des mineurs de 1913-1914, au Colorado, a été réglée au mois de décembre 1914. Aussitôt après, sur votre proposition, nous avons demandé aux employés de chaque houillère de choisir un ou plus des mineurs pour les représenter à des assemblées mixtes avec les directeurs de la compagnie, afin de discuter des affaires d'intérêt mutuel, et de considérer les moyens à prendre pour obtenir une coopération plus efficace dans les relations amicales.

En réponse à notre invitation, ils se choisirent des représentants au scrutin secret, et la première assemblée tenue par ces derniers et la direction de la compagnie eut lieu dans les premiers jours de janvier 1915.

De fréquentes conférences entre les différents directeurs de la compagnie et les représentants des employés, tant individuellement que collectivement s'ensuivirent et, à une réunion mixte de ces représentants et de certains directeurs de la compagnie, tenue en octobre 1915, on approuva le plan de la représentation des employés et le mémorandum d'accord entre ceux-ci et la compagnie (dont vous aviez rédigé le projet et dont vous avez grandement contribué à établir la bonne définition), le tout sujet à adoption par les employés des houillères et par le bureau d'administration de la compagnie. Ces ratifications eurent lieu peu de temps après le vote des employés, pris au scrutin secret, accusant une majorité de 84 p. 100 en faveur de l'adoption du plan. Le vote total enregistré fut approximativement de 75 p. 100 du nombre des ouvriers réguliers employés.

Il ne serait que juste, peut-être, de dire que quelques-uns des fonctionnaires de la compagnie, aussi bien qu'un certain nombre des ouvriers, étaient portés à croire qu'il serait impossible ou impraticable de rendre efficaces les principes posés dans le plan industriel. Toutefois, presque sans aucune exception, les ouvriers et les fonctionnaires de la compagnie acceptèrent le nouveau régime établi, bien déterminés à faire tout en leur pouvoir pour en assurer le succès. Personne ne doute que nous n'ayons réussi, ni les ouvriers, ni les fonctionnaires de la compagnie, pas plus que le public que notre industrie dessert.

En conformité du projet, non seulement les employés ont-ils participé activement à prévenir et à régler des différends, mais ils ont en outre pris une part des plus actives pour établir un esprit de corps dans les divers chantiers et pour améliorer les conditions du travail et de l'existence, y compris la prise en considération du genre des maisons d'habitation à construire, la gérence des salles de clubs, l'amélioration des facilités pour l'instruction, l'adoption des moyens de récréation convenable à toute la population du camp et l'introduction d'idées tendant à réduire le nombre des accidents et à rendre le travail des houillères de moins en moins dangereux.

Il ne se passe guère de mois sans que la direction adopte des propositions faites par les comités Sécurité et Accidents, qui sont composés d'un nombre égal de mineurs et de fonctionnaires de la compagnie.

Il ne s'est produit avec les employés aucun différend qui n'ait été réglé promptement et de façon satisfaisante, grâce aux dispositions contenues dans le plan industriel. Une forte majorité de nos employés s'est opposée à la grève nationale du 1er novembre, comme il a été démontré par le résultat de leur vote au scrutin secret et par le fait que cela n'a pas nui matériellement à notre production.

L'amélioration des conditions d'existence dans nos mines et la garantie d'un traitement équitables d'après le plan industriel sont responsables, croyons-nous, du fait que nous ne manquons jamais de main-d'œuvre dans nos houillères quand il y a rareté générale d'ouvriers dans d'autres districts miniers.

Cela vous intéressera peut-être de savoir que, lorsqu'un comité, représentant l'administration nationale du combustible, faisant un relevé des conditions minières du pays, a visité nos propriétés, il a exprimé quelque surprise en voyant que nous travaillions avec des équipages au complet sans employer d'agents des syndicats pour obtenir des ouvriers houillers des autres sections.

Un rapport récent du comité de récréation et d'éducation du comté de Huerfano, où nous avons sept mines en exploitation, contient une déclaration qui indique bien l'influence de ce comité sur les questions scolaires. Ce rapport est ainsi conçu:

"Mme Martha M. Thorne, surintendante des écoles du comté de Huerfano, est venue me voir au sujet des écoles de l'endroit. Au cours de notre entrevue elle m'a dit que le problème scolaire du comté de Huerfano, au point de vue de ses fonctions, ne présentait pas de difficulté, attendu que les écoles, dans les camps de la Colorado Fuel and Iron Company, étaient conduites sur un pied tout à fait moderne, et que les autres écoles de la région s'efforçaient de les imiter autant que possible."

Les différents changements apportés dans l'échelle des salaires au cours des quatre dernières années sont les résultats de l'action unanime de conférences entre les représentants des ouvriers et les fonctionnaires de la compagnie.

Au cours de l'hiver 1916-17, avant l'époque où les Etats-Unis entrèrent dans la guerre mondiale, les représentants des employés et les directeurs de la compagnie organisèrent une campagne ayant pour objet d'augmenter la production du charbon dans nos mines afin de faire face à la demande extraordinaire causée par les besoins de nos propres usines, et pour l'exportation aux alliés. En janvier 1917, la moyenne de notre production quotidienne par mineur était de 5 tonnes 83. Cette moyenne a graduellement été portée à 6 tonnes 33, qu'elle était en mai 1917. L'intérêt dans ce mouvement a été maintenu et encore stimulé par une campagne pour surproduction inaugurée par l'Administration nationale du Combustible dans l'été 1918, avec le résultat que tous les mois la moyenne de production du mineur augmentait, et qu'elle finit par atteindre 7 tonnes 26 en octobre 1918, chiffre qui représente un relèvement approximatif de 25 p. 100 dans la moyenne de la production quotidienne du mineur au commencement de 1917. Pendant cette campagne, les employés de chaque mine établirent entre eux des comités de production, auxquels la direction donna le pouvoir d'accorder des permissions d'absence aux ouvriers, et il en est résulté une réduction allant de 10 p. 100, en juin 1918, à un peu plus de 4 p. 100 en octobre de la même année dans les chômages sans nécessité.

Cette augmentation de la production du mineur et cette réduction des pertes de temps constitue un record qui, selon ce que nous avons pu apprendre, n'a été égalé nulle part. Les meilleurs chiffres qu'on puisse obtenir indiquent que, dans les autres houillères importantes, les ouvriers chôment de 15 p. 100 à 20 p. 100 du temps où la mine est en activité.

Le plan de reconnaître aux ouvriers des représentants a été adopté aux aciéries de même qu'aux mines de charbon dès le début de 1916, et sans entrer dans des détails, son fonctionnement s'est opéré de la même manière et avec le même succès que dans les mines.

Dans une série de conférences entre les représentants des employés et la direction, la journée de travail de 8 heures a été adoptée aux aciéries en 1918, au lieu de la journée de 12 heures, qui avait toujours régné auparavant et qui en général règne encore dans d'autres établissements similaires en ce pays.

Dans l'achat de bons de la Liberté et dans la contribution aux diverses caisses de guerre, les employés de nos aciéries et de nos mines ont à peu près tous participé. Des campagnes au bénéfice de ces caisses ont été conduites par des comités composés principalement, et en plusieurs cas, totalement d'ouvriers, et ces activités ont établi une amicale rivalité entre les différents camps houillers de même qu'entre ces camps et le département de l'aciérie.

Nous sommes convaincus que le courage et le sens pratique avec lesquels nos employés ont répondu à l'appel du Gouvernement, d'augmenter le rendement du travail et des secours financiers durant la guerre, n'ont été dépassés dans aucune autre industrie au pays. Nous sommes parfaitement certain qu'on ne saurait exagérer l'importance des services rendus par le rouage destiné à régler les rapports entre la direction de la compagnie et ses employés, rouage dont l'idée nous a été suggérée par vous et dans la mise en œuvre duquel, depuis que nous l'avons établi, nous avons eu l'avantage de vos conseils fréquents. Certes, la part que vous avez prise dans l'établissement des relations nouvelles et meilleures au sein de notre industrie représente une contribution d'une valeur inestimable à l'issue heureuse de la dernière guerre. J'ai d'autant plus de raison de m'exprimer ainsi que j'ai eu quelques doutes quant à la sagesse de la ligne de conduite que vous nous traciez, et je suis maintenant convaincu qu'elle a dépassé les espérances les plus vives du début.

Je vous fais mes amitiés,

Votre dévoué,

(Signé) J. F. WELBORN.

Mon travail au Colorado ayant frappé l'attention publique, dans une certaine mesure, je commençai à recevoir des chefs de plusieurs des grandes industries des Etats-Unis des lettres me demandant si j'irais étudier sur place leurs problèmes industriels pour leur conseiller des méthodes de former des bureaux mixtes d'ouvriers et de patrons et contribuer à prévenir et à régler les différends industriels. J'ai ici un certain nombre de ces lettres. Je n'ai pas l'intention de les lire; je ne demanderai pas non plus qu'on les insère au hansard; mais il me fera grandement plaisir de les faire voir à tout honorable député qui peut avoir intérêt à les lire. Je donnerai à la Chambre les noms de quelques-unes des grandes compagnies industrielles qui m'ont demandé d'aller les aider dans des questions de controverse industrielle. Tout membre de cette Chambre, ou tout individu, du pays, pourra alors écrire aux directeurs de ces établissements ou aux ouvriers qu'ils emploient, et se convaincre lui-même de la nature exacte du service rendu.

Lorsqu'en septembre dernier, au temps où j'allais être candidat dans le comté de Prince, je vis qu'on faisait activement circuler les déclarations dont je me suis occupé cet après-midi, j'écrivis à plusieurs des différentes compagnies industrielles qui avaient retenu mes services, et je leur demandai s'il y aurait objection à faire publiquement allusion à la nature du travail qu'elles

m'avaient demandé d'accomplir. J'avais cru qu'ayant été attaché comme conseil industriel il m'incombait jusqu'à un certain point de tenir pour confidentiel tout service que j'aurais pu rendre. Et pour ce motif et parce que je ne désirais aucunement trafiquer du patriotisme pour des fins politiques, je m'étais jusqu'alors bien gardé de faire la moindre allusion au travail accompli durant la période de la guerre.

J'aimerais insérer au hansard deux ou trois des lettres adressées en réponse et qui parlent par elles-mêmes. Les honorables députés verront immédiatement qu'elles viennent des représentants de quelques-unes des industries les plus considérables et les plus importantes des Etats-Unis, de compagnies industrielles qui eurent beaucoup à faire dans la production du matériel et des fournitures de guerre. J'ai reçu ces lettres, en réponse, je le répète, à la demande que j'avais adressée à ces compagnies si je pouvais me considérer libre de faire publiquement allusion à certains services que j'avais rendus durant la guerre.

La lettre que je tiens à la main est de la "Bethlehem Shipbuilding Corporation, Limited", de Bethlehem (Pennsylvanie); elle est écrite par M. J. W. Powell, vice-président de la compagnie. Au temps où elle requit mes services, cette industrie particulière employait 70,000 ouvriers. M. Powell écrit:

Bethlehem Shipbuilding Corporation, Limited,

Bethlehem (Pen.), 22 septembre 1919.

A M. W. L. MACKENZIE KING,
The Roxborough,
Ottawa, (Ontario).

CHER MONSIEUR, — Je suis très heureux de saisir cette occasion de vous dire sous une forme dont vous pouvez vous servir à votre gré, que nous avons trouvé que vos avis et vos services, lorsque nous nous sommes adressés à vous, au printemps de 1918, au sujet de la situation ouvrière dans nos chantiers, nous avaient grandement aidés à arrêter un plan d'action qui nous permit de maintenir la paix industrielle et d'améliorer les relations entre la compagnie et ses employés.

Lorsque nous avons demandé de l'aide, il existait beaucoup de malaise parmi nos ouvriers et nous croyons que l'avis que vous nous avez donné a contribué matériellement à le diminuer, tout en augmentant d'autant le rendement de nos chantiers.

Vu que cette compagnie est de beaucoup la plus grande compagnie de construction maritime de l'univers et qu'elle a produit un très fort pourcentage de tous les navires réellement parachevés, dans ce pays, durant la période de sa participation à la guerre, soit environ 60 pour 100 des contre-torpilleurs et plus de 20 pour 100 des navires nouveaux, votre aide fut évidemment d'une valeur réelle, en fait d'aider à gagner la guerre.

Votre très dévoué,
"Bethlehem Shipbuilding Comporation, Ltd."

Par (Signé) J. W. POWELL,
Vice-président.

La lettre suivante vient de la "Bethlehem Steel Company", de Bethlehem-sud (Pennsylvanie); elle est écrite par M. G. F. Grace, le président de cette compagnie. Lorsque je visitai Bethlehem, cette compagnie employait environ 50,000 ouvriers. M. Grace écrit:

Bethlehem Steel Company,
South Bethlehem, Pensylvanie,
Le 26 septembre 1919.

A monsieur W. L. Mackenzie King,
The Roxborough,
Ottawa.

Cher monsieur King:—On vient d'attirer mon attention sur un article publié récemment dans le "Telegraph", de Londres, au sujet du travail accompli par le ministère des Munitions du gouvernement anglais pendant la guerre.

Naturellement, j'ai été très intéressé en lisant dans cet article une certaine déclaration faite par le sous-ministre des Munitions et dans laquelle il dit:

"M. Asquith a parlé des importantes commandes d'obus qui avaient été données aux Etats-Unis et au Canada avant l'institution du ministère des Munitions. Ces commandes avaient été données pour des obus complets, mais quand la date de la livraison arriva les composantes n'étaient pas prêtes; il fallut faire venir les douilles et les compléter avec les composantes fabriquées ici par le ministère des Munitions. Toutefois exception doit être faite dans le cas des obus fabriqués par la compagnie Bethlehem qui ont été livrés à temps et ont rendu d'immenses services aux armées".

Je pense qu'il est bien établi maintenant que sans l'assistance que nos usines eurent le bonheur de pouvoir fournir aux alliés avant que les Etats-Unis entrent en guerre, le résultat de la guerre aurait pu être différent.

En reconnaissant le travail accompli dans notre pays qui fait honneur à chacun de nos employés qui ont contribué au résultat, je ne peux pas m'empêcher de rappeler avec gratitude l'immense tâche à laquelle vous avez consacré votre temps et votre talent pendant la crise universelle.

Au moment critique où nous avions à compter avec un malaise industriel sans précédent, vos conseils dans l'élaboration et l'application d'une méthode qui, lorsqu'elle fut mise en pratique nous permit d'établir des relations cordiales avec nos employés et porter le rendement de nos usines de munitions à son maximum, vos conseils, dis-je, ont rendu un réel service non seulement à notre pays, mais aussi à tous les alliés pendant la guerre.

Votre bien dévoué,
(Signé): E. G. GRACE,
Président.

J'ai ici une lettre de la General Electric Company qui est une autre grande et importante maison industrielle de ce continent. Pendant la guerre, elle employait plus de 50,000 ouvriers, dont 12,000 ou 13,000

étaient employés dans le service que dirigeait M. Richard H. Rice, l'auteur de la lettre que voici:

General Electric Company,
WEST LYNN, MASS., le 29 septembre 1919.

A. M. W. L. Mackenzie King,
The Roxborough,
Ottawa, Ontario.

Cher monsieur:—La General Electric Company a eu l'avantage de contribuer à l'invention et à la fabrication d'appareils qui ont aidé d'une façon directe à gagner la guerre. Parmi ces appareils, un des plus utiles fut probablement celui qui permit de combattre les sous-marins. Ces appareils étaient si efficaces qu'ils permettaient de découvrir la présence d'un sous-marin à une distance de 30 milles, et de savoir la direction qu'il suivait; il permettait aussi de découvrir les sous-marins qui se reposaient au fond de la mer et de les détruire. Ces appareils ont été employés par la marine américaine et la marine britannique dans les eaux anglaises, les eaux italiennes et au large de la côte américaine.

Nous avons fabriqué beaucoup d'autres articles qu'il serait trop long d'énumérer, entre autres, des obus, des douilles d'obus, détonateurs, boussoles d'aéroplanes, projecteurs portatifs, téléphones sans fil, et je ne sais combien d'autres appareils qui furent fabriqués en très grande quantité pour l'usage du gouvernement américain et des armées alliées.

Si je mentionne tout cela ce n'est pas pour vanter le travail accompli pendant la guerre par la General Electric Company, mais pour indiquer que notre industrie était considérée comme absolument essentielle. On en trouve la preuve dans le fait que le gouvernement américain a envoyé, sans que nos directeurs en eussent été avertis, des troupes assez nombreuses pour protéger nos usines de Lynn contre les bombes ou autres dangers.

On admet que notre industrie était essentielle et l'on doit aussi admettre qu'un autre facteur essentiel résidait dans le fait que nos ouvriers étant satisfaits, nos travaux n'ont jamais été suspendus et que nous n'avons jamais eu de difficultés avec nos employés. A ce sujet nous devons dire que nous vous sommes très reconnaissants pour les conseils éminemment sages, intelligents et philanthropiques que vous nous avez donnés en pleine crise, quand la production fut temporairement interrompue par la grève générale. Profitant de vos avis nous avons établi à nos usines de Lynn un système de relations industrielles qui permet à nos employés de déterminer dans une large mesure les conditions dans lesquelles le travail doit s'effectuer. A mon avis, ceci nous place au premier rang parmi les institutions industrielles où il y a lieu de tenir compte du facteur humain.

J'ai pris une part très active avec vous dans les discussions qui ont précédé l'adoption de la méthode en question, et depuis ce temps-là, c'est moi qui suis chargé de son fonctionnement; aussi je connais la valeur de vos conseils et l'inspiration qu'ils m'ont donnée pour la mise en pratique de cette méthode.

Votre bien dévoué,
(Signé): RICHARD H. RICE,
Directeur intérimaire.

Je dois dire que la lettre de M. Rice était accompagnée d'une autre lettre signée de M. E. W. Rice, fils, le président de la compagnie, dans laquelle il expliquait que la méthode adoptée aux usines de Lynn avait été appliquée aux autres usines de la compagnie et approuvant la déclaration de M. Richard Rice.

Il y a une autre communication que je demanderai à mes collègues de vouloir bien écouter. Elle vient de la Great Western Sugar Company qui a des usines dans le Colorado, le Wyoming, le Nebraska et le Montana, environ quatorze en tout et qui, avant la guerre, employait environ 7,000 ouvriers.

Voici la lettre que m'a adressée le président de cette compagnie:

The Great Western Sugar Company,
Bureaux généraux,
Sugar Building,
DENVER, COLORADO, E.-U.A.,
4 nov. 1914.

M. W. L. Mackenzie King,
Au Roxborough,
à Ottawa (Canada).

Mon cher monsieur King:

A mon retour en cette ville, après une absence d'environ trois mois, je trouve votre honorée communication du 17 septembre, et je m'empresse d'en accuser réception.

Je dois dire, au début, qu'à mon avis, les services que vous avez rendus à l'industrie américaine, durant la guerre, ont été non seulement une participation réelle à la cause des alliés pendant cette période, mais encore une aide précieuse, au cours de ces temps d'épreuve depuis la signature de l'armistice.

Je suis en mesure de me prononcer en meilleure connaissance de cause sur notre propre industrie. Fournir aux forces militaires et à la population civile des quantités suffisantes de sucre, voilà quel a été, d'aveu général, un des plus graves problèmes de la guerre. L'industrie du sucre de betterave ne se compose pas uniquement d'usines de fabrication dont on peut accélérer le fonctionnement à discrétion; elle embrasse, outre les fabriques, des milliers d'exploitations agricoles et d'exploitants, et des milliers d'ouvriers agricoles et d'ouvriers occupés dans les usines. Afin d'assurer le meilleur fonctionnement possible, il doit régner entre ces divers groupes une coopération et une entente parfaites. Dans cette conviction, et comprenant en outre qu'un homme de l'extérieur tout à fait impartial pourrait probablement analyser et envisager les problèmes de l'industrie avec plus de lucidité que tout autre intéressé dans cette industrie, nous vous avons invité à faire une étude générale de nos exploitations, tout spécialement dans le but d'obtenir des conseils et des projets tendant à assurer d'harmonieuses relations entre les divers groupes intéressés dans nos exploitations.

Tous ceux d'entre nous qui sont venus en contact avec vous au cours de l'étude approfondie que vous avez faite de notre situation avec tant d'énergie, apprécient toute la valeur de votre travail. Les conséquences résultant de ce travail n'ont pas cessé avec la guerre. Au cours des troubles et des agitations du moment, il est satisfaisant et doit tout spécialement vous être agréable de savoir que nos exploitations fonctionnent si facilement.

Au cours de la saison actuelle, notre production sera de 20 à 25 p. 100 supérieure à celle de la saison précédente. La production d'un

surcroît de 40,000 à 50,000 tonnes d'une denrée aussi concentrée que le sucre à pareille époque, est à mon humble avis, un résultat dont tout le monde doit bénéficier.

Veuillez bien croire que je suis extrêmement flatté de pouvoir m'exprimer en ce sens. Je vous prie de croire aux sentiments de haute considération,

de votre tout dévoué,

(Signé) : W. L. PETRIKIN,
Président.

Je pourrais citer des témoignages rendus par d'autres compagnies tout aussi importantes. J'ai sous les yeux une lettre de M. Harold F. McCormick, le président de l'International Harvester Company, qui compte bien 35,000 employés aux Etats-Unis et au Canada; une autre, de M. J. H. Wheelwright, l'ex-président de la Consolidation Coal Company qui s'occupe d'exploitations minières en Pennsylvanie, au Maryland, en Virginie occidentale et au Kentucky, et emploie de 8,000 à 9,000 ouvriers; une autre, de M. C. S. Robinson, vice-président de la Youngstown Sheet and Tube Company, dans l'Ohio, qui compte à son service 10,000 employés; bref, d'autres lettres des directeurs de compagnies moins importantes. Tous ces témoignages tendant à prouver que ces messieurs pensent du moins que j'ai été en mesure de rendre d'importants services aux industries auxquelles ils président, industries qui, en temps de guerre, sont de suprême importance et sont encore essentielles aujourd'hui.

Si j'ai cité ces témoignages, c'est afin de bien mettre en lumière que, tout en reconnaissant l'occasion favorable qui se présentait à moi, au début de la guerre, et devant tenir compte de certaines obligations personnelles ainsi que de mon entraînement et de l'expérience acquise au cours de ma carrière administrative, j'ai alors pris l'attitude qui, à mon avis, me permettait de jouer le rôle le plus utile possible au service de mon pays et à la cause des Alliés à cette époque. Voilà aussi pourquoi je suis encore d'avis que je n'ai pas eu tort de prendre pareille décision.

Monsieur l'Orateur, il me semble inconcevable que les deux gentlemen en question, membres d'honorables et doctes professions aient pu s'abaisser au point de faire pareilles affirmations, puis donner à entendre que j'avais encore des relations avec certaines industries des Etats-Unis, qui pourraient être hostiles au Canada, n'était le fait que la presse canadienne a récemment publié une dépêche se rattachant à une étude que j'ai faite pour la Standard Oil Company, de l'Indiana en janvier de l'an dernier. Je tiens à faire ici une observation, afin de parer à tout malentendu: j'ai dit que, durant la guerre, je n'ai jamais noué de relations avec aucune industrie se rattachant aux intérêts de la Standard Oil Company, c'est parfaitement vrai.

A la paix, et après avoir terminé tous les travaux auxquels j'ai fait allusion aujourd'hui même, je reçus du président du conseil d'administration de la Standard Oil Company, de l'Indiana, une communication me demandant si je consentirais à faire une étude des usines de la compagnie et à aider cette dernière à rédiger quelque projet relatif à la création de conseils mixtes entre la compagnie et ses employés, projet qui pourrait aider à assurer de bonnes relations; j'acceptai cette offre et consacrai quelques semaines à faire une étude des conditions se rattachant au travail des employés dans cette industrie, et les résultats découlant de cette étude sont consignés dans la dépêche en question.

Qu'il me soit permis de dire, afin qu'il n'y ait aucun malentendu quant à la nature de tout travail accompli en n'importe quel temps, que tout a été fait dans le sens de contribuer à la formation de conseils industriels mixtes, en grande partie d'après les conclusions du rapport du comité Whitley, rapport qu'à une conférence, tenue en la ville d'Ottawa, l'été dernier, entre des patrons et des employés, on a endossé comme moyen favorisant à la fois les intérêts du capital et ceux du travail.

Il s'agissait de faire connaître les solutions connues et régulières pour le règlement de différends industriels, des dispositions concernant la conciliation et l'arbitrage afin de prévenir et régler les différends industriels donnant aux ouvriers voix au chapitre pour déterminer leurs propres conditions de travail et d'existence, pour fixer les conventions collectives quant aux conditions d'emploi, de travail et d'existence, par lesquelles les droits étaient spécialement définis et auxquelles on pourrait référer dans tout cas de différend entre patron et employés. Dans toute circonstance, il y avait une disposition à l'effet que rien dans les arrangements pris, ou dans les accords convenus, ne saurait priver aucun individu du droit de faire partie de toute union légitime. Je mentionne ceci, de crainte que l'on ne tente en certain quartier de dénaturer le sens de ce qui a été fait à cet égard.

Je me suis donné la peine de trouver la dépêche publiée dans les journaux de Chicago, à laquelle notre propre presse a fait allusion et que je crois être la raison invo-

quée par les messieurs de Montréal comme preuve de la continuation de mes rapports avec certaines compagnies américaines. La dépêche qui suit a paru dans la "Chicago Tribune" du 19 février 1920. Elle est intitulée: "11,000 employés de la "Standard Oil" fixent leur propre majoration de paie—Ils obtiennent une augmentation de 11.11 pour 100 et la semaine de 6 jours", et elle est ainsi conçue:

11,000 employés de la Standard Oil fixent leur propre majoration de paie.

Ils obtiennent une augmentation de 11.11 p. 100 et la semaine de 6 jours.

La Standard Oil Company d'Indiana a annoncé hier une augmentation de salaires de 11.11 p. 100 pour 11,000 ouvriers employés de raffinerie. Simultanément, tous les hommes d'équipe passent d'une semaine de sept jours à une semaine de six jours un changement radical dans la politique manufacturière de la compagnie. Le nouveau système sera mis en vigueur le 1er mars, et il s'applique aux raffineries de Whiting, Ind., Woode River, Ill., Sugar Creek, Mo., et Caspar et Greybull, Wyo.

Ce qu'il y a de plus significatif, c'est le fait que la nouvelle liste d'heures et de paie a été préparée par les employés eux-mêmes, par l'entremise de leurs conseils industriels.

En juin dernier, à titre de progrès de la "démocratie dans l'industrie", la Standard Oil Company a établi un système de conseil des employés, préparé par W. L. Mackenzie King, le chef du parti libéral au Canada. Par l'entremise de comités mixtes, dans lesquels les ouvriers et l'administration sont également représentés, les employés ont une voix délibérante dans le règlement des salaires et des heures de travail.

Ils adoptent le système de six jours.

Le mode de production de la gazoline est de telle nature que les raffineries doivent fonctionner à toute heure du jour, tous les jours de la semaine. Jusqu'en 1915, les ouvriers d'équipe ont travaillé par équipes de douze heures, sept jours par semaine. Cette année-là, la compagnie inaugura l'équipe de huit heures, avec une augmentation, donnant aux ouvriers la même paie pour huit heures de travail qu'ils en avaient jusque-là reçue pour douze. Mais la semaine de sept jours fut maintenue.

Après l'adoption du système d'un conseil industriel, le colonel R. W. Stewart, chef du bureau des directeurs, demanda aux conseils des employés de préparer un plan qui rendrait pratique une semaine de six jours.

Le résultat est un nouvel horaire qui accorde à tous les employés d'équipe trente-deux heures consécutives de repos chaque semaine. D'après l'ancien plan, les hommes travaillaient cinquante-six heures par semaine; d'après le nouveau, ils ne travailleront que 50.4 heures, une réduction nette de 5.6 heures par semaine. L'augmentation de 11.11 p. 100 dans les salaires, met la paie des six jours égale à celle qu'ils recevaient d'après l'ancienne semaine de sept jours.

D'autres sont aussi augmentés.

On déclara aussi pour les employés de raffineries autres que les ouvriers d'équipe une augmentation semblable de 11.11 p. 100 pour les gages à l'heure. On ne changera pas les heures, excepté que les hommes travaillant quarante-quatre heures par semaine pourront aller jusqu'à quarante-huit heures, s'ils le désirent. Ceci a trait aux journaliers, machinistes, forgerons, chaudronniers et autres.

J'ai en mains une lettre de M. R. W. Stewart, président du bureau des directeurs de cette compagnie, et je n'en citerai qu'un paragraphe. Je l'ai reçue en réponse à la lettre circulaire que j'ai envoyée l'automne dernier. Le paragraphe que je vais lire explique la nature et les circonstances de la requête que la compagnie m'a adressée. La lettre est datée de Chicago, le 7 octobre 1919 et M. Stewart y dit:

Quand j'ai été choisi comme directeur-chef de cette compagnie, j'ai constaté qu'il y avait un manque de contact entre les employés et l'administration de la compagnie, et que la situation était telle que, si l'on n'y voyait pas, elle pourrait éventuellement causer beaucoup de tort à cause de malentendus, de soupçons et d'ignorance des conditions. J'ai examiné soigneusement toute la liste des personnes à consulter sur des questions de ce genre et, après des recherches des plus laborieuses, je vous ai choisi comme le conseiller le mieux préparé, le plus capable et le plus consciencieux. Le bureau des directeurs de cette compagnie fut de mon avis et l'on vous invita à venir examiner nos usines et à vous enquérir des conditions dans lesquelles travaillaient nos vingt-deux mille employés, puis de formuler un plan qui assurerait le contact le plus étroit possible, et, une fois établi, pourrait être maintenu à la satisfaction et à l'avantage de chacun d'entre nous. Vous avez entrepris le travail, passé plusieurs semaines à examiner personnellement nos usines et nos ouvriers, et finalement vous avez soumis à l'administration un projet qui a reçu l'approbation des employés et des directeurs de cette compagnie, projet qui est actuellement mis en œuvre à la satisfaction de toute l'organisation.

Nous considérons que ce plan est le meilleur qui existe pour les relations industrielles, et nous avons foi qu'il comprend et renferme toute la force des plans de cette nature que l'on a proposés, sans avoir leurs défauts. Ce plan affermit chaque jour les liens de bienveillance, de confiance et de bonne entente dans toutes les sphères de notre entreprise.

J'appellerai l'attention de la Chambre sur l'un des aspects que mentionne le paragraphe ci-dessus et qui s'applique dans le cas de toutes les autres compagnies industrielles: c'est que ces conseils communs furent constitués et mis en œuvre uniquement, après qu'ils eurent été acceptés tant par les employés que par les administrateurs des compagnies industrielles.

Je n'ai rien à ajouter quant aux motifs d'intérêt public qui m'ont guidé en adoptant la ligne de conduite que j'ai suivie pendant la durée de la guerre; cette attitude m'a permis de rendre de plus grands services que je n'aurais été en mesure de le faire, eussé-je décidé d'en agir autrement. Je m'abstiendrai donc de m'étendre davantage sur ce sujet; si la Chambre veut bien me le permettre, toutefois, je citerai en-

core quelques mots en terminant, relativement aux raisons personnelles qui contribuèrent puissamment à diriger mes actes, au cours de la dernière guerre.

Il me reste encore à répondre à l'assertion que j'étais célibataire et encore jeune. Je suis dans ma 46e année à l'heure qu'il est. Au début de la guerre, j'étais donc dans ma 40e année. Quelque temps avant la déclaration des hostilités, mon père, qui était avocat et professeur à la faculté de droit de l'université de Toronto, fut frappé de cécité et forcé en conséquence d'abandonner sa clientèle et sa chaire de professeur de droit. Il tenait maison à Toronto avec ma mère et ma sœur qui n'est pas mariée. Mon frère, qui exerçait sa profession de médecin à Toronto depuis plusieurs années, souffrit d'une attaque d'influenza compliquée d'une double pneumonie quelque temps avant la déclaration de la guerre, et cette maladie dégénéra en tuberculose. Il fut donc obligé d'abandonner l'exercice de sa profession et de demeurer dans un sanatorium pendant près de deux ans. Plus tard, accompagné de sa femme et de ses enfants en bas âge, il alla s'établir au Colorado pour y demeurer. Dans ces tristes et douloureuses circonstances, personne ne restait pour protéger notre foyer dévasté, sauf ma sœur mariée et votre humble serviteur. Ma sœur mariée est elle-même à la tête d'une famille qui réclame tous ses soins. Le 4 avril 1915, quelques mois à peine après la déclaration de la guerre, ma sœur non-mariée décéda. Mon père et ma mère restèrent seuls au foyer. Le 30 août 1916, mon père mourut à son tour. Après avoir passé quelques semaines au chevet de mon frère malade, à Denver, et deux ou trois mois avec ma sœur mariée, ma mère s'en vint habiter avec moi au Roxborough. Ma mère fut gravement malade la plus grande partie de l'année qu'elle passa avec moi, et, le 18 décembre 1917, elle aussi partit pour un monde meilleur. Mon frère, je suis heureux de le dire, bien qu'il soit encore un invalide, a lutté avec tant de succès contre les atteintes de la tuberculose, qu'il a été en mesure de publier un livre intitulé: "La bataille contre la tuberculose et les moyens de la gagner", qui est en circulation dans nos hôpitaux militaires. L'inscription qui apparaît sur la première page: "Ce livre est dédié avec reconnaissance et affection à ma femme et à mon frère", parle par elle-même.

Lorsque je fais un retour sur ces longues années de la guerre, si pleines de souffrances poignantes pour l'humanité tout entière, je ne puis m'empêcher d'éprouver un sentiment de reconnaissance puisqu'il m'a été donné à cette période d'épreuve mondiale de partager aussi intimement les souffrances de mes semblables en même temps que m'était fournie l'occasion d'accomplir mon devoir suivant que Dieu me l'a inspiré, dans les circonstances.